

# **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 608 24 mars 2009**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.**

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS  
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

-----

**SAINT AUGUSTIN : « DIEU A INSCRIT SUR LES TABLES DE  
LA LOI, CE QUE LES HOMMES NE LISAIENT PAS DANS  
LEUR CŒUR ».**

---

**EDITO**

**CHARLES DE GAULLE**

**Une nouvelle fois la France est la risée du monde entier**

**Le Charles-de-Gaulle vient de sortir d'une campagne de remise à neuf qui a coûté 300 millions d'euros et a duré 18 mois. Voici qu'il est, à peine sorti de Toulon, encore immobilisé pour plusieurs semaines ou plusieurs mois et ceci pour un problème d'usure anormale de pièces mécaniques.**

---

**C'est l'occasion de rappeler sa triste et ridicule histoire de cet objet qui a coûté 20 milliards de francs à l'époque et dans la mesure où l'on veut bien croire les chiffres officiels.**

**Il devait être livré en 1990. La livraison fut reportée en 1995 puis en 2000. Tout cela, c'est à cause du désordre permanent au sommet de l'Etat avec le rôle de bouche-trou du budget de la défense. On s'imagine l'immensité de la perte financière dans une telle dérive. Le budget de la défense sert en permanence de variable d'ajustement ; quand il n'y a plus d'argent, on y puise sans vergogne pour permettre aux élus de continuer à dépenser sans compter. La perte financière provoquée par les délais est littéralement sans limite.**

**Autre perte : conçu vingt ans avant sa livraison il n'a pas bénéficié des dernières trouvailles de la technologie. On sait la vitesse d'évolution de cette technologie. Il faut coller à elle en permanence. Le porte-avions était-il battu d'avance ?**

**Il devrait pour être efficace avoir un frère jumeau. Ce dernier était programmé. Tout le monde rigole à l'étranger quand on connaît l'histoire du premier des frères jumeaux. Viendra-t-il en 2050 quand ce premier sera promis à la ferraille ? C'est d'autant plus dommage que l'effet d'expérience et l'effet de série auraient écrasé le coût du petit frère sans compter la possibilité de vendre à l'étranger. Aujourd'hui en 2009 le petit frère n'est pas prévu.**

**En outre on l'a fabriqué à Brest ; ceci pour l'enrichissement personnel de quelques politiciens qui s'intéressaient à Brest. A Lorient il aurait été bien plus grand. Le résultat est qu'il est un nain par rapport aux portes avions des américains. - Enfin, toujours dans le domaine des dimensions, on s'est aperçu un peu tard que la piste était trop courte de 4 mètres pour recevoir les avions les plus modernes. Il a fallu d'urgence remédier à ce « défaut » ridicule.**

**Comme un malheur n'arrive jamais seul, le Charles de Gaulle est tombé en panne dès sa première sortie et la panne récente n'est donc pas la première. Il avait été envoyé aux îles pour montrer au monde entier qu'il existait. Une des deux hélices s'est coupée en deux ! On l'a renvoyé à Toulon à petite allure sur une seule hélice. Que se serait-il passé, à l'époque, si la dernière hélice avait rendu l'âme ? Il aurait fallu appeler les Américains ou les Soviétiques pour le remorquer.**

**Les quatre hélices (deux en fonctionnement et deux de rechange) devaient coûter 8 millions. Elles ont été payées 24 millions à l'entreprise pour sauver la dite entreprise de la faillite, qui a tout de même eu lieu... .**

**On savait que ces hélices étaient mauvaises mais il fallait tenir le calendrier déjà dépassé d'une façon ridicule.**

**La cassure de l'hélice s'est produite dans la nuit du 9 au 10 novembre 2000. Une vibration très forte a pris place sur le bâtiment ; il a fallu réagir très vite. Du coup, il n'est devenu opérationnel qu'au cours de l'été 2001 ; il fallait pour cela que les hélices des vieux porte-avions qui furent réutilisées aient la gentillesse d'être adaptables sur l'appareil. Elles furent adaptables mais c'était de vieilles hélices et les performances ne**

**sont pas les mêmes. Les journaux ont écrit : « Cela gênera les mouvements dans une mer difficile ». Tout cela ne s'invente pas. Nous ne savons pas si dans la dernière révision en 2008 cette anomalie a été corrigée.**

**Sur ces entrefaites à l'époque il y eut un fric-frac à Nantes chez le fabricant de l'hélice du porte-avions avec pour objectif de détruire les éléments informatiques permettant de fabriquer l'hélice. A l'époque on apprit aussi, que ce n'était pas le premier cambriolage chez ce fabricant. Les ministres et autres élus non seulement laissent en friche la défense nationale mais aussi les services secrets.**

**La nouvelle panne met en scène les coulisses du désastre français :**

**Ruine sur des décennies, la défense servant de variable d'ajustement.**

**Majoration fabuleuse des coûts soit par des délais inacceptables soit pour faire plaisir à tel ou tel, soit par le jeu de la corruption à divers niveaux.**

**Inefficacité garantie : que signifie un porte-avions absent à éclipse ?**

**Attendons la suite et décomptons les jours, espérant que les ennemis potentiels auront la courtoisie de regarder ailleurs.**

**Pour termine en riant afin de ne pas pleurer, rappelons que les amiraux ont eu la consigne de « diversifier » le recrutement. Si vous suivez notre regard, nous laissons votre imagination rêver à ce qui se passera si l'objet enfin en marche doit s'occuper de quelques pays islamistes... .**

**M.P.**

---

**POUR EN SAVOIR PLUS**

**[ici](#)**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

### **LA TERREUR**

**Aux Mureaux dans les Yvelines, les policiers ont été pris en chasse comme du gibier. 24 policiers ont reçu des plombs de gros calibre tirés par un tireur embusqué et armé d'un fusil à pompe.**

**Or le président Nicolas Sarkozy à l'époque ministre de l'intérieur avait dit : « Donnez-moi les moyens de commander et les violences urbaines j'en fais mon affaire ».**

**Aujourd'hui la police est prise à partie quotidiennement et cinq policiers sont blessés par jour.**

**La ministre de l'intérieur devant cet incident et d'autres incidents a tenu à rendre hommage au professionnalisme et à la maîtrise des policiers. Si l'on comprend bien elle leur rend hommage pour ne pas s'être bien défendus.**

**C'est ce que l'on appelle la politique du matamore couché.**

### **LYON : LE FUTUR STADE**

**Le gouvernement et la ville de Lyon envisage de ruiner cette ville en créant un nouveau stade tout à fait gigantesque dans la banlieue de Lyon.**

**Or la ville dispose déjà du stade Gerland qui suffit amplement.**

**Heureusement un propriétaire privé s'oppose à l'expropriation de son terrain.**

**Mais évidemment la règle du bon plaisir pourrait permettre aux autorités éventuellement de l'exproprier et des amendements à une loi ont été déposés à cet effet.**

**Les contribuables lyonnais s'opposent farouchement à ce projet mais malheureusement l'on ne peut pas prévoir actuellement leur succès.**

---

## **COURRIER DES LECTEURS**

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les point de vue exprimé. A chacun de juger)

### **CHRISTINE BOUTIN ET LES LOYERS**

**Je suis sidéré par la décision de Christine Boutin d'empêcher les expulsions pour loyers impayés à l'issue de la période hivernale tant qu'une solution d'hébergement n'aura pas été trouvée pour ces mauvais payeurs**

**Je suis surtout sidéré par l'absence de réactions face à une décision qui ruine l'état de droit et la propriété.**

**En effet, bien des gens ne vont plus payer leurs loyers puisqu'ils sont assurés de rester dans les lieux en toute impunité. Certes les propriétaires seront indemnisés par l'Etat. Cela signifie que les contribuables paieront pour les locataires indécents tout comme ils vont payer pour partie les salaires en Guadeloupe. Où allons nous ?**

**Même s'ils sont indemnisés, les propriétaires perdront la jouissance de leur bien qui risque de rester perpétuellement occupé. Pourront ils le vendre ? Quand pourront ils le récupérer ?**

**Je trouve tout cela renversant.**

**Gérard Pince**

-----

### **RAPPORT BALLADUR**

**Cher monsieur,**

**je vous remercie de nous régaler de vos chroniques.**

**A propos de votre papier du jour, monsieur Balladur était, ce matin, l'invité du journal de France Culture où il a parlé évidemment de son rapport. Olivier Duhamel a été le seul à**

**évoquer l'empilement des structures et à lui faire remarquer que la disparition des cantons allait provoquer une vive réaction des conseillers généraux. Mais personne n'a parlé du nombre ahurissant des élus locaux. Les loups ne se mangent pas entre eux...**

**Sommes nous en mai 1789 ? C'est la question que je me pose depuis les événements dans les DOM TOM et la reculade du gouvernement.**

**La Grèce, mise à feu par les gauchistes en janvier dernier, a été le détonateur de l'implosion de l'euroland.**

**Je suis très pessimiste sur notre avenir. Je suis effaré par la placidité des Français sur la dette et l'immigration galopante.**

**Au plaisir de vous revoir bientôt.**

**Bernard Martoïa**

-----

**Bonjour cher Monsieur!**

**Si je partage votre opinion sur le rapport Balladur, je trouve que vous exagérez beaucoup sur l'enrichissement des élus, en particulier les élus municipaux des petites communes! C'est vraiment un sale boulot qui vous contraint à être mobilisés tous les dimanches et jours fériés, à avoir l'air de vous passionner pour des activités qui vous emmerdent royalement, à sacrifier votre vie professionnelle et familiale, à risquer d'être mis en cause à propos de tout et de rien et pour une indemnité dérisoire pour les communes petites ou moyennes!**

**En revanche, les structures que vous déplorez permettent d'embaucher aux frais des contribuables des tas de personnes dans les bureaux, assez peu payées certes, mais sans contrainte d'objectif ni risque de chômage, avec statut en béton jusqu'à la retraite, à la grande satisfaction des familles rurales ou semi-rurales pour caser leur rejeton (souvent féminin) pourvu d'un seul BTS!..**

**Ce qui permet de plaire à l'électorat qui en bénéficie!..**

**Vrai aussi pour les grandes villes, surtout si elles sont socialistes!**

**Meilleurs sentiments,**

**Patrick Barbé**

---

Un Phare dans la Nuit.



# TOCQUEVILLE MAGAZINE

## LE FLASH

(A diffuser largement)

**LUNDI 23 MARS 2009**

### **DONS AUX OEUVRES**

**L'esclavage imposé par les socialisme ou le dirigisme ou le sarkozisme à la société française ne cesse de progresser comme une marée noire. Sauf révolte brutale des esclaves-victimes, rien ne pourra l'arrêter.**

**Nous avons déjà parlé précédemment de l'expropriation du temps privé qui est une des manifestations de cet esclavage et n'est pas assez mis en lumière ou ne l'est même jamais. Les hommes de l'État non contents d'exproprier nos biens matériels nous obligent à consacrer notre temps privé à leur usage personnel et selon leur bon plaisir. Chacun, selon les principes du droit naturel, est propriétaire de son temps, or le socialisme vole aux gens leur temps en imposant des démarches et formalités odieuses.**

**Ils exproprient déjà largement le temps des entreprises. En témoigne l'inaction pratique des comités créés soit disant pour mettre de l'ordre et réduire les formalités abusives. Le dernier en date se dénomme COSIFORM ou Comité pour la simplification des formulaires ; créé il y a des années, il a simplifié quelques formulaires pendant que le pouvoir en créait deux fois plus : il ne sert donc à rien. En tout cas ce COSIFORM évalue à 3 % du PIB le temps consacré par les entreprises à la gestion des formulaires.**

**L'expropriation du temps privé s'ajoute d'une façon dramatique à l'expropriation du temps des entreprises.**

**Un palier nouveau vient d'être franchi pour les dons aux associations.**

**Tout le monde sait que les particuliers sont ruinés par l'action destructrice des politiques de toutes espèces depuis une soixantaine d'années. Les divers impôts empêchent les gens de faire preuve de la générosité naturelle qu'ils auraient s'ils n'étaient pas ruinés par ces politiques.**

**C'est ici qu'intervient le principe des calamités que j'ai souvent signalé. S'apercevant de la ruine qu'ils ont organisée, les mêmes politiques imaginent une autre calamité qui permet d'échapper partiellement aux impôts par un système extraordinairement complexe de dons aux œuvres. La propagande aidant, les esclaves-victimes considèrent que c'est une faveur qu'on leur accorde, alors qu'il vaudrait bien mieux supprimer l'impôt sur le revenu ce qui est évidemment tout à fait possible.**

**Les dirigeants des associations sont obligés de remplir des formalités absolument absconses pour obtenir la maigre consolation de permettre à leurs cotisants de déduire les cotisations de leurs impôts. Le nombre d'heures ainsi volées aux dirigeants d'associations est absolument immense et joue un rôle dans la paupérisation de la France.**

**Mais un nouveau pas vient d'être franchi en 2009 dans cette forme particulière d'esclavage.**

**Il y avait jusqu'ici, selon les règlements, 12 catégories d'associations bénéficiaires, chaque catégorie ayant son régime propre.**

**Remarquons que les associations reconnues d'utilité publique ont un statut privilégié comme si de prétendus élus et des fonctionnaires auraient la légitimité pour déclarer que telle association a plus d'utilité que telle autre ; les « copains et coquins » ne sont pas loin en telle occurrence.**

**Une nouveauté est maintenant intervenue.**

**Le document à envoyer jusqu'ici comportait une demi page. Maintenant il comporte une grande page. Quand on lit attentivement, la raison est toute simple : les 12 catégories d'associations sont devenues 24.**

**Elles portent souvent des noms absolument obscurs : « entreprises adaptées », ou « entreprises d'insertion ou entreprises de travail temporaire d'insertion ». Une catégorie est assortie d'un nom qui est bien trop long à citer : il y est question d'une fondation du patrimoine et d'un lien avec les propriétaires des immeubles. Saluons au passage l'honorable camarade-fromager bénéficiaire de la présidence de la fondation du patrimoine.**

**Le chef-d'oeuvre de la « bourreaucratie » se lit dans une petite notice d'une demi page : « Cette disposition fiscale concerne uniquement les organismes qui satisfont aux critères définis par les articles 200,238 bis et 885, etc. du code général des impôts ».**

**Pour que les esclaves comprennent bien, ils leur est conseillé de s'assurer qu'ils répondent aux critères visés et ceci en se référant à un nombre d'articles considérables du livre des procédures fiscales. Et, s'ils ont des insomnies, ils peuvent se référer avantageusement au bulletin officiel des impôts dont la lecture doit être particulièrement distrayante.**

**Nous gardons pour la fin le coup de fouet dont les esclaves sont menacés et que nous citons en entier : « Si les organismes bénéficiaires de dons délivrent à tort des reçus fiscaux, ils s'exposent au paiement d'une amende fiscale égale à 25 % des sommes indûment mentionnées sur ces documents (article 1740 à du C.G.I.).**

**Bien sûr personne n'en veut aux honnêtes fonctionnaires qui de la base se livrent à ce travail destructeur. La responsabilité totale repose sur les élus et leurs compagnons de route depuis des décennies.**

**L'évaluation de la totalité de l'expropriation du temps privé est évidemment très difficile à faire. Il atteint probablement environ 5 % du du temps total de la population ce qui voudrait dire qu'il représente en fait 5 % de la richesse nationale produite chaque année. C'est l'expropriation invisible.**

**Si vous faites part de cette forme particulière d'esclavage à un ministre ou à un élu, il le prendra de haut ou répondra par une « phrase idiote ». J'ai souvent indiqué que la seule production apparente du socialisme était la production de phrases idiotes. Dans le cas particulier, voici des motifs qu'il invoquera sans rire : respiration démocratique, participation citoyenne, cohésion sociale, modernité, etc.**

**Un pouvoir « libérateur » qui finira bien par arriver devra non seulement rendre les impôts au peuple mais aussi lui rendre la liberté de l'usage de son temps.**

**Michel de Poncins**

---

**Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire**

**[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)**

---

---

**REMARQUE IMPORTANTE**

**Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :**

**Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE**

<http://libeco.net/>

**ou sur LE PILORI**

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

**INVITATION  
NOUS AVONS L'HONNEUR DE VOUS INVITER  
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

**LUNDI 30 MARS 2009 À 18H30**

**SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS**

**MONSIEUR FRANCOIS GARÇON, HISTORIEN  
ENSEIGNANT À LA SORBONNE  
(UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON)**

**Traitera le sujet suivant**

**LE MODÈLE SUISSE**

**(Pourquoi ils s'en sortent beaucoup mieux que les autres)**

**Le Président,  
Michel de PONCINS**

Notre éminent invité connaît parfaitement le modèle suisse et nous fournira des informations étonnantes que les médias officiels cachent soigneusement.

## COUPON-RÉPONSE

**M. ou Mme**

**adresse**

**- viendra à la conférence du lundi 30 mars 2009**

**- ne viendra pas à la conférence du lundi 30 mars 2009**

**(rayer la mention inutile)**

**envoyer le coupon-réponse à**

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE)**

**5, rue Dufrenoy 75116 PARIS**

**Participation aux frais : 10 €; adhérents de CLE : entrée gratuite**

---

## CITATIONS

**GEORGES FRECHE (président de la région Languedoc-Rousillon)**

**« L'élection d'Obama, c'est un tremblement de terre. Quelque part, c'est la fin de l'homme blanc »**

**JEANNENEY**

**Au moment de la discussion sur la peine de mort : « Robespierre a été aussi un des adversaires de la peine de mort dont il avait proposé d'abolition sous la constituante »**

---

## REVUE DE PRESSE

**BOUCLIER FISCAL**

**La désolante histoire du bouclier fiscal montre une nouvelle fois en grandeur nature le désordre absolu de l'exception française. L'objectif prétendu était d'empêcher que certains contribuables paient plus de la moitié de leurs revenus en impôts ce qui paraît tout à fait raisonnable.**

**Pour ce faire on a imaginé un invraisemblable dispositif dans lequel tout le monde se perd. Nous avons déjà dit que l'économie dirigée conduisait à un empilage de « dispositifs » inévitablement incompréhensibles et ingérables.**

**Cela prétendait favoriser les riches ; en fait il se trouve, selon la presse, que la plupart des bénéficiaires sont des personnes à faible revenu qui se trouve simplement doté d'un capital ne rapportant pas. Il fallait éviter le départ des riches ; malgré les protestations publiques en fait aucun départ significatif n'a été évité.**

**Ce qui est pire le voici.**

**Pierre Méhaignerie a demandé que pour parer les prétendus effets du bouclier fiscal l'on augmente de façon importante l'imposition au-delà d'un certain revenu. Et même il a imaginé cette horreur : le bouclier fiscal serait suspendu pendant une année : l'on imagine le nuage de complexité à gérer.**

**Il est arrivé à rameuter un certain nombre de députés en espérant faire capituler le président devant la fronde. Il ne va certainement pas y parvenir car le président veut justement ces temps-ci faire un clin d'oeil en direction de la droite.**

**Mais le plus abominable le voici. Les députés, dont le député ci-dessus, avec leurs innombrables cumuls et leurs immenses avantages jouent un rôle majeur dans la ruine de la France et eux-mêmes échappent pour une immense part aux impôts qu'ils veulent infliger aux autres. Personne à notre connaissance n'a révélé dans la presse la véritable insolence de ce comportement.**

## **LES FONCTIONNAIRES A LA BAISSSE**

**Le gouvernement vient de décider une baisse de 7,5 % des salaires des fonctionnaires. Il estime qu'ainsi l'économie sera en mesure de repartir plus vite avec des impôts plus faibles et donc des entreprises plus compétitives.**

**Mais malheureusement cette information vient des journaux Irlandais et ne concerne pas la France**

## **SOCIALISME CRIMINEL**

**L'on sait que le socialisme est une idéologie criminelle qui a occasionné des millions de morts mais l'on ne connaît pas tous les moyens par lesquels ils a tué les gens.**

**Des révélations viennent d'être faites en Allemagne sur le traitement des sportifs par l'Allemagne de l'Est.**

**Il fallait, en effet, pour le prestige montré que les sportives de l'Allemagne de l'Est recevaient beaucoup de couronnes.**

**L'Allemagne de l'Est pendant de longues années a été dans les trois nations les plus victorieuses aux jeux olympiques d'été et d'hiver. L'on soupçonnait qu'il existait un dopage officiel. Maintenant les athlètes révèlent le système esclavagiste auxquelles ils étaient soumis pour recevoir le dopage.**

**L'aveu est tellement fort que certains d'entre eux demandent que leurs noms soient rayés des médailles d'or qu'ils avaient reçues.**

**Le mensonge s'est ajouté en quelque sorte au crime.**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **AFFAIRE PEROL**

**Monsieur Perol est ce proche collaborateur et ami de Nicolas Sarkozy, qui après avoir organisé le mariage des caisses d'épargne et des mutuelles, s'est fait parachuter à la tête de nouvel ensemble.**

**Les socialistes, qui ont fait bien pire lorsqu'ils étaient au pouvoir, poussent évidemment des cris d'orfraie ; cela paraît clairement contraire au principe qui veut qu'un haut fonctionnaire ne pantoufle pas dans une entreprise dont il s'est occupé lorsqu'il était dans la fonction publique.**

**Tout cela ressemble à l'arbre qui cache la forêt.**

**En effet, une des richesses des hommes de l'État repose sur des pratiques bien plus graves et plus générales qui sont le droit d'être reclassés en toutes occasion et en toute circonstances quels que soient les aléas de la carrière et reclassés aux frais du contribuable avec parfois une fonction créée expresse pour eux.**

**Une autre anomalie de cette triste affaire est que dans la fusion des deux organismes l'on constate qu'il y a une filiale, Natixis, qui est en perdition complète et qui a été créée par les dirigeants des deux organismes. Or ces dirigeants sont toujours largement assis à la table du banquet et n'ont pas été sanctionnés.**

## LA RUINE PAR LA CMU

L'on sait que la couverture maladie universelle est une des causes de la ruine du pays, car elle joue un rôle dans l'attrait de la France pour des populations qui prennent des risques immenses pour venir se faire soigner gratuitement en France. Or il paraîtrait que certains médecins se lassent d'accueillir des populations qu'ils ne devraient pas soigner et les dérangent parfois sans raison. Dès lors ils pratiquent certaines discriminations à leur égard en refusant de les recevoir.

De ce fait, le pouvoir veut utiliser vis-à-vis de ces médecins l'horrible méthode des testings popularisée par la non moins horrible Halde.

On enlèvera par la force des impôts aux honnêtes citoyens pour payer des fonctionnaires espions. Ceux-ci iront essayer de faire tomber dans la faute les médecins-victimes. Ces espions recevront toujours sur argent public une formation de menteurs pour apprendre à se faire passer comme titulaires de la CMU.

---

## DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

### Ras la casquette par Gérard Gelé

La création d'un emploi public coûte l'équivalent de deux emplois solvables, si l'on tient compte de tout ce que coûte un fonctionnaire ; soit 30 000 €an en moyenne et environ 1 500 000 €pendant toute sa vie, avec une retraite prise plus tôt, plus avantageuse et bien plus longue que dans le privé.

« A chaque fonctionnaire son chômeur ».

Le coût moyen d'un salarié du privé est d'environ la moitié, avec un salaire moindre, une retraite bien moins avantageuse et moins longue. Au total environ 750 000 € Donc, en moyenne, la création d'un emploi public supprime bien deux emplois solvables ce qu'ont confirmé plusieurs économistes réputés.

En résumé, la création d'un poste à vie dans le public coûte en moyenne le double d'un poste dans le privé. Avec nos sept millions de fonctionnaires et trois millions de retraités issus des secteurs étatiques, c'est environ dix millions de personnes qui sont à la charge de la France ! Charges de 20 à 30 % supérieures à la moyenne européenne. Ce qui explique nos impôts, taxes, cotisations qui plombent notre économie nationale et notre pouvoir d'achat ainsi que nos 34 ans de déficit cumulé, notre dette de 1 300 milliards d'euros.

**Réduire de 40/50 % : le nombre des agents des secteurs publics ne voudrait pas dire supprimer tous leurs emplois, mais éliminer les redondances et modifier leurs statuts pour plus d'efficacité de responsabilité. Par la création d'agences comme en Suède ou au Canada. Il n'est pas nécessaire d'être fonctionnaire pour distribuer du courrier, pour faire des soins, conduire un bus.....etc**

**Cela passerait par une privatisation massive : SNCF, La Poste, RATP, la télévision, les hôpitaux (sauf CHU), toutes les entreprises publiques, parapubliques, organismes d'état, innombrables sociétés d'économie mixte, associations d'insertions, de formations, ANPE, Assedic, Opéra, allocations familiales, secteur du logement, les ports, aéroports, les transports, tourisme, la culture...liste non exhaustive.**

**Et bien sûr l'éducation nationale : par l'autonomie et la concurrence privée / public par la généralisation du chèque éducation : primaire, secondaire, supérieur à la libre disposition des familles.**

**Et bien sûr la santé : la sécurité sociale organisant la mise en concurrence des soins entre le public et le privé, pour plus de services aux assurés à des prix acceptables couverts par des cotisations raisonnables. La rigueur, dit le dictionnaire, c'est le refus du laxisme !**

**Une fois encore, on a voulu nous faire croire que les salariés du privé ont participé en masse aux manifestations du 19 mars. Messieurs nos gouvernants, face aux grèves rituelles de La Poste, des profs, de la SNCF, Air France, etc. grèves sans aucune compassion pour les citoyens contribuables, les p'ov Français qui les financent, n'en avez-vous pas ras la casquette de voir les syndicats corporatistes de la fonction publique et leurs troupes dociles vomir sur la République - que vous êtes d'ailleurs censés représenter - de la même façon qu'ils vomissent sur le peuple français lui-même ? Parce que nous, la société civile, la France profonde et silencieuse, ne pouvons plus supporter le racket moral et physique permanent que nous imposent de tels Français dont on se demande si leur but ultime ne consiste pas à écœurer le peuple jusqu'à la nausée pour qu'il se révolte ?**

**Vous devriez y songer un peu plus que vous ne le faites aujourd'hui, parce que tout cela sent la poudre et risque de mal finir. Et surtout ne croyez pas que l'implosion des partis politiques ne concernera que le PS. C'est peut-être bien une implosion en chaîne qui se prépare ! A titre d'exemple, des voix s'élèvent pour dénoncer les coûts abusifs de l'Élysée, de l'Assemblée et du Sénat. Plus que de l'anti-parlementarisme primaire, c'est le début d'une prise de conscience de toute un peuple, dans une République aux finances à la dérive.**

**Gérard Gelé**

**e-mail: [gele.gerard@wanadoo.fr](mailto:gele.gerard@wanadoo.fr)**

## Pas de capitalisme sans capital !

Par Guillaume Vuillemeys et Vincent Poncet, *Le Temps*, 11 mars 2009

**L'extrême fragilité de nos économies est le fruit d'interventions politiques favorisant systématiquement la consommation par rapport à l'épargne et la dette par rapport au capital. D'où l'émergence d'un «capitalisme sans capital» et l'éclatement de la crise actuelle**

La crise actuelle a parfois été analysée comme «la crise d'un certain capitalisme», lequel serait «déconnecté de la richesse réelle», et «fondé sur de l'argent virtuel». Mais s'il est vrai que le système actuel repose sur des pyramides vertigineuses de dettes et de crédits, il ne s'agit pas là d'une conséquence du libre fonctionnement des marchés. Au contraire, l'extrême fragilité de nos économies est le fruit d'interventions politiques favorisant systématiquement la consommation par rapport à l'épargne et la dette par rapport au capital. D'où l'émergence d'un «capitalisme sans capital» et l'éclatement de la crise actuelle. Pour en sortir, plutôt que de vouloir stimuler la consommation et l'émission de nouvelles dettes, il conviendrait au contraire de favoriser la reconstitution des stocks d'épargne réelle et de capital.

La crise actuelle est une crise du crédit, causée par les politiques monétaires laxistes des banques centrales, en particulier la Réserve fédérale américaine (Fed). Au lendemain de l'explosion, en 2000, de la bulle des nouvelles technologies, la Fed a cru bon de relancer l'économie en baissant massivement ses taux directeurs, lesquels sont descendus jusqu'à 1%. Cette politique, qui était un succès en apparence, était pourtant fondamentalement contre-productive, bâtie sur l'idée que l'injection de liquidités dans l'économie permet la création de richesses réelles. Il ne faut donc pas perdre de vue la distinction essentielle entre deux types de crédits, l'un favorable au développement économique, l'autre source de mal-investissements et de crises. Le premier est fondé sur une épargne préalablement accumulée, l'autre non.

Pendant des années, les banques ont prêté de la monnaie créée à partir de rien par de simples écritures comptables, sans épargne en contrepartie. Plus ce processus s'est développé, plus la quantité de monnaie en circulation dans l'économie – appelée masse monétaire – a été déconnectée de la réalité économique. Ces «mauvais» crédits qui ont été octroyés ont donné aux emprunteurs l'illusion de la richesse. Ces derniers ont alors pu effectuer des investissements qu'ils n'auraient pas réalisés si les taux d'intérêt avaient été plus élevés. Ces investissements ont été des mal-investissements, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas de rentabilité réelle. Leur rentabilité n'était qu'apparente, fondée sur l'afflux de «mauvais» crédit. La grande majorité des particuliers et des entreprises ont cédé à cette illusion. Ce fut la phase de bulle, qui a éclaté lorsque la réalité – c'est-à-dire la non-rentabilité de ces investissements – est apparue au grand jour.

Ces «mauvais» crédits ont été émis dès lors que l'on a rompu l'équilibre entre crédit et épargne. Sur le marché, cet équilibre se fait via les taux d'intérêt, qui fluctuent en fonction de l'offre et de la demande de liquidités. Dans notre système monétaire, ce processus est

**faussé par l'intervention des banques centrales. Les taux ne sont pas des prix de marché mais des prix «administrés» par des entités para-étatiques. Ainsi, la quantité de crédit octroyée sur le marché ne dépend pas du stock d'épargne réelle, mais d'une décision politique.**

**Les banques centrales, plus ou moins indépendantes des gouvernements, peuvent donc augmenter la quantité de «mauvais» crédit, notamment en abaissant artificiellement leurs taux directeurs, souvent pour financer des promesses pour lesquelles le stock d'épargne existant n'est pas assez important. Aux Etats-Unis, c'est la volonté de créer une «société de propriétaires» qui a servi de prétexte à de nombreuses dispositions favorisant les crédits immobiliers. Entre 2000 et 2008, la masse monétaire a doublé aux Etats-Unis sans que, bien évidemment, la richesse réelle n'ait doublé dans des proportions identiques. C'est dans cet afflux de «mauvais» crédit, salué à l'époque par les gouvernements, que se trouvent les racines de la crise. L'intervention publique a transformé le capitalisme en capitalisme sans capital.**

**A l'heure actuelle, les secteurs de l'économie qui s'effondrent – au premier rang desquels l'automobile et l'immobilier – sont ceux qui ont bénéficié de ces crédits. Les politiques visant à favoriser un crédit peu cher ont en fait détourné des facteurs de production vers ces secteurs, au détriment d'autres qui auraient été plus rentables. Le «mauvais» crédit, créé à partir de rien, est donc néfaste. Il donne l'illusion de la richesse, déplace des facteurs de production de certains usages vers d'autres, et est à l'origine de nombreux mal-investissements.**

**A l'inverse, le bon sens voudrait que tout investissement ait pour contrepartie une épargne réelle. C'est pourquoi l'idée de Keynes selon laquelle l'épargne serait stérile ou improductive est erronée. L'épargne a de nombreuses vertus: elle permet l'octroi de «bon» crédit et la création de richesses.**

**Dès lors, comment la crise peut-elle être résolue? Toute vraie relance ne peut être qu'une relance par l'épargne permettant la réalisation d'investissements rentables. Pour cela, il est nécessaire de revenir à une économie fondée sur l'épargne et le capital. Mais ni les banques centrales ni les gouvernements ne peuvent augmenter le stock d'épargne réelle. C'est pourquoi il conviendrait tout d'abord de cesser de manipuler les taux d'intérêt.**

**Mais certaines réformes structurelles sont également nécessaires pour accomplir cette transition. Beaucoup de systèmes fiscaux incitent davantage à la consommation qu'à l'épargne. C'est le cas lorsque la taxation des revenus du capital – intérêts ou dividendes – est importante ou lorsqu'il existe une taxation spécifique des patrimoines, comme l'impôt sur la fortune en France. Pour ce qui est de la fiscalité des entreprises, elle incite au financement par la dette et non au financement par augmentations de capital.**

**La reconstitution d'un stock d'épargne conséquent suppose aussi que les Etats mettent un terme à la spirale d'endettement dans laquelle ils sont aujourd'hui enfermés. Car lorsqu'ils empruntent sur le marché des capitaux, ils réduisent d'autant la quantité d'épargne disponible pour les grandes entreprises qui ont, elles aussi, besoin de capitaux.**

**Le redémarrage de l'économie passe par une reconstitution des stocks d'épargne et un assainissement des «mauvais» investissements. Il faut se rendre à l'évidence qu'il n'y a pas de capitalisme sans capital!**

*Guillaume Vuillemey et Vincent Poncet sont chercheurs à l'Institut Molinari*

---